

PRÉFECTURE DE LA RÉGION CENTRE

DIRECTION REGIONALE
DES AFFAIRES CULTURELLES

ORLÉANS, le

14 MAI 1987

Y. def.
1415/87
1515/87
84.125/B

A R R E T E

portant inscription de l'église de BRIARE (Loiret) sur
l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Le Préfet, Commissaire de la République de la Région Centre

Commissaire de la République du département du Loiret

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 28 mars 1924 et n° 61-428 du 18 avril 1961 ;

VU le décret n° 82-390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des commissaires de la République de région ;

VU le décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les monuments historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ;

VU le décret n° 84-1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des Commissaires de la République de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

La Commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique de la région Centre entendue, en sa séance du 3 février 1987 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église de BRIARE (Loiret) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de son caractère architectural qui constitue un prototype néoroman assez rare et de la qualité de son décor de mosaïque ;

.../...

Article 1er : Est inscrite sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, en totalité, l'église Saint-Etienne située place de la République à BRIARE (Loiret) et figurant au cadastre, section AL, sous le numéro 488 d'une contenance de 15 a 27 ca et appartenant à la commune depuis une date antérieure au 1er janvier 1956.

Article 2 : Le présent arrêté, dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre chargé de la Culture, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région.

Article 3 : Il sera notifié au commissaire de la République du département, et au maire de la commune propriétaire, intéressés et au clergé affectataire qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le Prefet,
Commissaire de la République
de la Région Centre

14 MAI 1987

Handwritten signature

PAUL BERNARD

